

Protection sociale des enfants vulnérables du département de Guediawaye

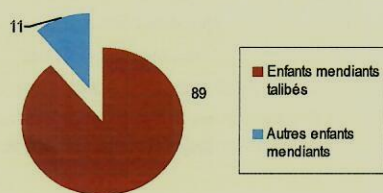
Dakar, mercredi 22 juillet 2009

Justification

- **Importance du problème des enfants vulnérables**
 - *En termes de nombre*: 1500 enfants mendiants sont dans le département de Guediawaye selon l'étude UCW
 - *En termes d'aggravation*: un phénomène qui n'arrête pas de s'accroître
 - *En termes de faiblesse de la réaction actuelle*: une pluralité d'acteurs mais encore insuffisante, et très peu coordonnée pour affronter le problème
 - *Pour la complexité des causes*: une interconnexion qui demande une réponse multisectorielle, intégrée et coordonnée
 - *En termes d'impact sur le développement de l'enfant*: la croissance et le développement dans de mauvaises conditions limite le futur des enfants et en fait une charge pour la famille et la société plus tard

Quelques données...

Près de 90% des enfants mendiants sont des talibés

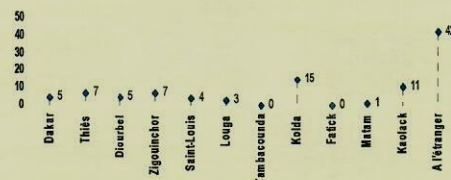


Source: Étude UCW 2007 sur les enfants mendiant à Dakar

Quelques données...

Zones pourvoyeuses d'enfants

- Près de la moitié des enfants mendiants sont nés à l'étranger
- Quant à l'intérieur du pays, les régions de Kolda et Kaolack sont les zones les plus pourvoyeuses d'enfants mendiants

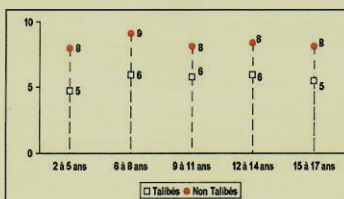


Source: Étude UCW 2007 sur les enfants mendiant à Dakar

Quelques données...

La mendicité est un « travail » à temps plein

- Les enfants mendiants consacrent entre cinq et neuf heures par jour à la mendicité.
- Les enfants sont dans les rues tous les jours de la semaine



Les enfants mendiants non talibés passent en moyenne plus de temps à mendier que les talibés

Source: Étude UCW 2007 sur les enfants mendiant à Dakar

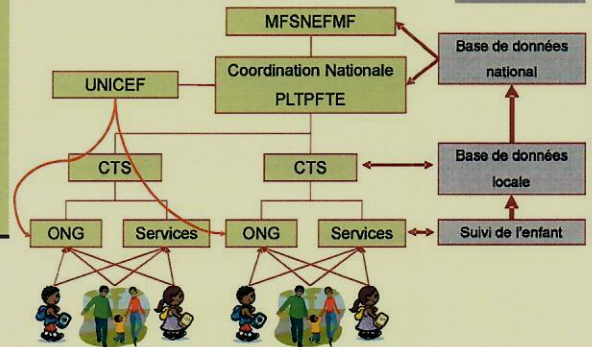
Objectifs

- Retirer le plus grand nombre d'enfants et les réinsérer dans des familles ou dans des institutions
- Bloquer le phénomène par la prévention pour empêcher de nouveaux enfants de la rue

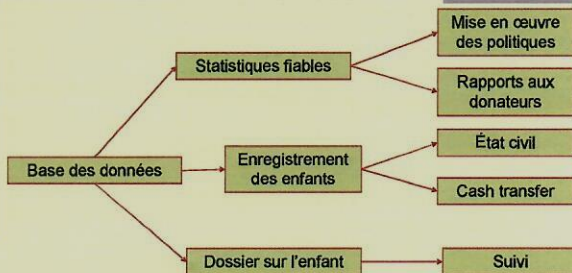
Résultats attendus

- Le nombre d'enfants dans les rues est réduit
- Le nombre d'enfants vulnérables et assistés a augmenté
- Des interventions intégrées, coordonnées et multisectorielles dans le domaine de la protection sociale des enfants sont en place et stop/réduisent le phénomène

L'architecture



La base des données



Les attentes

- Tous les intervenants travaillent en bonne intelligence pour l'intérêt supérieur des enfants
- Le travail est coordonné par le MFSNEFMF pour pérenniser les investissements, assurer l'appropriation du système et faciliter la mobilisation des ressources
- Les Autorités locales, les Élus Locaux, les Autorités coutumières et religieuses se mobilisent pour offrir des mesures efficaces en faveur des enfants défavorisés
- Un réseau d'intervenants est créé au niveau local autour de la protection sociale des enfants pour une extension à toutes les régions du Sénégal
- On veut toucher le plus grand nombre d'enfants vulnérables

Rôles attendus des ONG et Services Départementaux

- Identification des enfants de la rue
- Promotion de projets en faveur des enfants de la rue
- Prise en charge des enfants de la rue
- Fourniture de services d'assistance pour les enfants de la rue (réseau/système)
- Recherche de fournisseurs de services d'assistance pour les enfants de la rue (réseau/système)
- Recherche de la famille d'origine des enfants de la rue, construction de parcours de réinsertion et suivi

Les allocations en espèces: quelques aspects

- Ciblées sur les enfants
- Dirigées à la mère/personne prenant soin de l'enfant ⇒ la famille en bénéficie
- Protection/Prévention
- Équilibre entre suffisant, finançable et acceptable
- Conditionnalités: oui ou non? souples ou dures?
- Échelonnées, avec une prestation mensuelle par enfant à établir, indexée aux prix des aliments de base (dans la région) et plafonnée à trois enfants par mère
- Mécanismes du transfert: stock ou flux?
- Composantes complémentaires: développement du projet au sein d'un modèle de protection sociale plus large attentif aux besoins des enfants
- Mécanismes de suivi

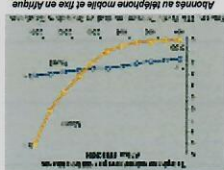
L'Afrique, le continent du sans-fil



Le téléphone, outil de travail

- 50% de taux de pénétration du mobile en 2011 (Broad Group)
- 70% de la population vit en zone rurale en 2010 (Banque Mondiale)

Abonnés au téléphone mobile et fixe en Afrique



Manobi



Opérateurs de services convergents à valeur ajoutée

Expertise

- Opérateur de multi-canal (Web, Mobile, Voicemail, SMS, Internet)
- Concepteur, opérateur et fournisseur de services
- Standards Open Source

Solutions

- Agribusiness
- Gouvernance locale
- Éducation
- Machine 2 Machine
- Marketing interactif

Préférences

- Top African ICT Company (2004)
- World-Best Project (2003)

Manobi-Group

- Manobi-Group
Opérateurs à Value
2000, 2001, 2002
10 employés
- Manobi-South Africa
2004, 2005, 2006, 2007
2 employés
- Manobi-France
2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007
4 employés
- Manobi-Development Foundation
2004, 2005, 2006, 2007
2 employés

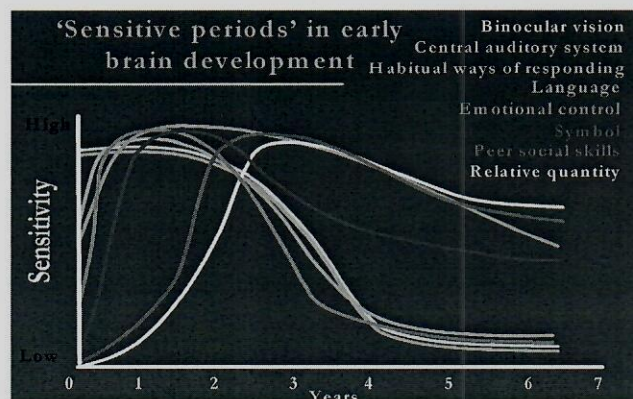
Technologies pour une meilleure Protection Sociale des Enfants

Partout, toujours, et pour tous

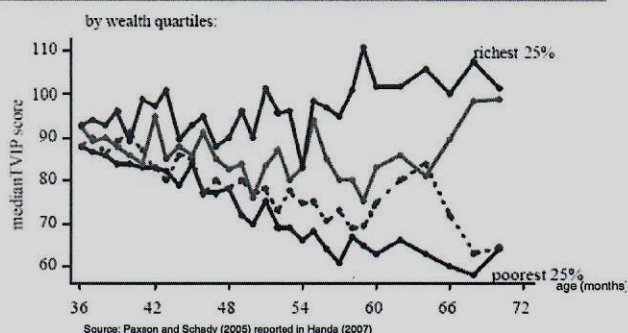
Daniel Arnerose, DG
daniel.arnerose@manobi.net
Mob : + 221 33 869 2050

La Protection Sociale...

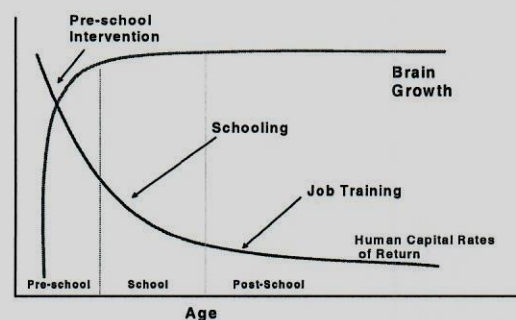
Impact de la protection sociale



Acquisition du vocabulaire /quintiles Chez les enfants de 36 -72 mois en Equateur



Impact des transterts sociaux dans les navs avec des nges pre-scolaires



Heckman & Carneiro (2003) and Handa (2007)

Definition de la protection sociale 1

La protection sociale comprend toutes les initiatives qui consistent en:

- 1) fourniture de revenus (en espèces) ou de produits consommables (alimentaires) aux pauvres;
- 2) Protection des groupes vulnérables contre les risques en moyens de subsistance;
- 3) Améliorent le statut social et les droits des socialement exclus et des marginalisés.

Definition de la protection sociale 2

La protection sociale comprend toutes les mesures publiques prises en réponse à la vulnérabilité, aux risque et privations qui sont considérées comme socialement inacceptables dans une société

Definition de la protection sociale 3

La protection sociale est un ensemble de mesures visant à améliorer ou protéger le capital humain, qui vont des interventions sur le marché du travail, la lutte contre le chômage, les assurances vieillesse aux mesures ciblées de soutien en termes de revenus. Les interventions de protection sociale aident les individus, les ménages et les communautés à mieux gérer les risques qui peuvent affecter leurs revenus et qui ainsi rendent ces personnes vulnérables. Banque mondiale

Definition de la protection sociale 4

La protection sociale est un ensemble de transferts et de services qui aident les individus et les ménages à faire face à l'adversité et le risque (y compris dans les situations d'urgence) à garder un niveau minimum de dignité et de bien-être tout au long du cycle de vie. UNICEF

PROTECTION

PREVENTION

PROMOTION

TRANSFORMATION

Ces mesures peuvent être seule ou combinées selon le niveau de vulnérabilité des personnes et la richesse des pays

Protection sociale : Qui a besoin de Quoi ?

Qui a besoin de protection?

- Economiquement à risque (PAHA, personnes déplacées, réfugiés)
- Chroniquement pauvres (les paysans sans terre, les orphelins)
- Socialement vulnérables (minorités ethniques, personnes handicapées, enfants de la rue, enfants travailleurs, enfants soldats).

Protection sociale : Qui a besoin de Quoi ?

De quoi ont-ils besoin?

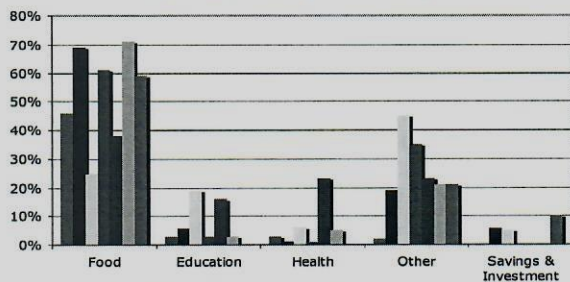
- Les transferts sociaux (invalidité allocations pour les enfants)
- Les assurances sociales (retraite, congé de maternité)
- Les services sociaux (soins, educ)
- La transformation sociale (protection de l'enfance, droits)

PROTECTION - Les instruments de protection sociale pour protéger les vies et les moyens de subsistance

- Alimentation supplémentaire
- Allocations pour enfants
- Subvention aux familles d'accueil
- Transferts en espèces
- Gratuité des soins....
- Centres pour orphelins /OEV
- Camps pour réfugiés ou déplacés
- Les pensions sociales

Espèces sont le plus souvent utilisées pour l'achat de produits alimentaires

Use of Cash Transfer by Program



SOURCE:
IFPRI

PREVENTION - Instruments de PS pour assurer des moyens d'existence contre les chocs

- assurance indexés sur les cultures ou la météo
- ✗ • Réserves nationales stratégiques de céréales
- ✗ • Banques de céréales de Villages
- ✗ • Mutuelles Tontines d'épargne et de crédit Communautaire sur l'assurance maladie
- ✗ • Prestations de sante/maternité

TRANSFORMATION - Les instruments de protection sociale et de l'autonomisation de la justice sociale

- Législation sur les droits écono, sociaux et culturels
- Mesures Anti-corruption, Jurys de citoyens
- Sensibilisation / campagnes Anti discrimination (HIV/ sida campagnes anti stigmates)
- Législation sur le salaire minimum
- Loi sur le travail (par exemple, le congé de maternité)
- Mesures Psychosociale (pour les traumatismes)
- Droits de l'enfant, Démobilisation des enfants soldats.

PROTECTION + PROMOTION

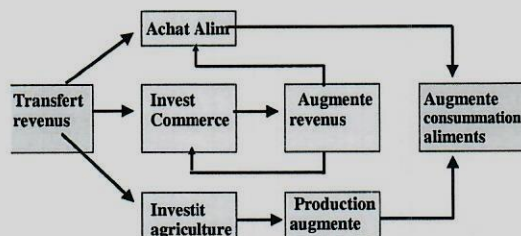
Transferts d'actifs au Bangladesh

- Bangladesh: Repousser les frontières de la de la pauvreté par des transferts d'actifs (BRAC)
- Hypothèse: les aliments ou les transferts de fonds ne suffisent pas à réduire la pauvreté. Ils peuvent seulement atténuer les conséquences.
- Les très pauvres sont capables d'entreprendre, créer des revenus et créer de l'emploi.
- Transferts d'actifs productifs (une vache ou de la terre) **et** une allocation mensuelle de subsistance pendant une période déterminée.
- Résultats: améliorations rapides chez les très pauvres et les modérément pauvres

Pourquoi les états s'engagent

1. Renforce la cohésion sociale
2. Facilite les reformes économiques
3. Facilite la mise en oeuvre des stratégies de lutte contre la pauvreté

Les transferts sociaux créent revenus et emplois



Le Sénégal

Leçons...

- Approches sont toutes plus ou moins présentes..souvent claquées sur les modèles des pays développés
- Appropriation est faible
- Couvertures sont très limitées
- Besoin d'accélérer le processus pour atteindre les Objectifs du Millénaire
- Approches faisables....
- Rôle des autorités locales et des ONGs est crucial

Objectifs du programme

But :

- Réduire la pauvreté de façon durable et soutenir la croissance économique

Objectifs spécifiques :

- Atténuer les effets pervers des prix alimentaires élevés à court terme
- Réduire la pauvreté à moyen terme
- Eviter la transmission intergénérationnelle de la pauvreté à long terme

Groupe cible

Les enfants de 0 à 5 ans

Les capacités d'un individu dépendent de façon critique des conditions de vie de la petite enfance, et 85% de la structure cérébrale principale d'un enfant est formée avant l'âge de 3 ans.

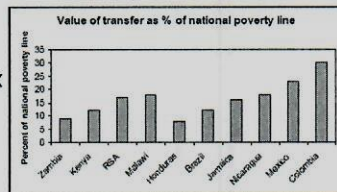
Ce groupe devrait représenté 16,1% de la population totale en 2010, et 15,3% en 2015 (environ 2 448 000 enfants).

Montant des transferts

Allocation de **3 800 FCFA par mois par enfant** (soit 45 600 FCFA ou 90 \$US ou 70 € par an)

équivalent à 10% du revenu par habitant en 2008, environ 30% du seuil de pauvreté alimentaire pour un adulte, et 42% de la moyenne des dépenses par habitant du quintile le plus pauvre au Sénégal

équilibre entre niveaux adéquat, finançable et acceptable



Montant des transferts

- La valeur du transfert doit être **indexée sur le prix des aliments de base** pour assurer un accès constant quelque soit le coût les denrées.
- Un **échelonnage des prestations** comme moyen d'ajustement aux économies d'échelle peut être considéré.
Ex : 3800 FCFA pour le premier enfant, 3000 FCFA pour le second, 2500 FCFA pour le troisième.
- Le transfert pourrait être **plafonné à trois enfants par mère**.

Conditionnalités

Pas de conditionnalité dure

Des conditionnalités souples peuvent être introduites, telles que sessions d'éducation nutritionnelle, sessions de sensibilisation aux droits de l'enfant, etc.

Mécanisme de paiement

Option 1 – Paiement par téléphone mobile ('flux')

Option 2 – Paiement par cartes à puce ('flux')

Option 3 – Points de paiements ('stock')

Coûts estimatifs du programme

1,7% du PIB en 2010

0,6% du PIB en 2050

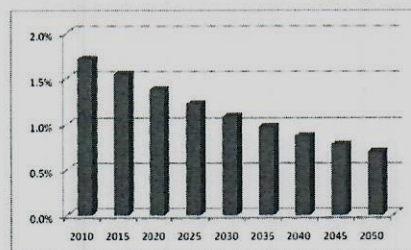
Hypothèses :

- transferts de 3800 FCFA/mois/enfant
- population de 14,1 millions en 2010 dont 16,1% de < 5 ans
- taux annuels de croissance économique de 1%
- coûts administratifs de 8%

Importance de l'approche progressive

Evolution du poids budgétaire

Coût d'un système universel de prestations pour enfants de moins de 5 ans au Sénégal (% du PIB)



Rôle des ONGs

- S'assurer que les plans de développement locaux sont orientés sur les questions sociales
- S'assurer que les budgets de ces plans sont correctement préparés et dotés en ressources
- Donner la priorité dans l'utilisation des budgets aux interventions de protection sociale à haut impact
 - » Petite enfance
 - » Nutrition, Cantines scolaires
 - » Cash pour les plus vulnérables
 - » Enregistrement des naissances

Rôle des ONGs

- Mobiliser les communautés à investir dans la protection sociale, y compris par leur participation
- Faire un plaidoyer pour mobiliser des ressources pour les interventions de protection sociale
- Faire le suivi des plans et s'assurer que la mise en œuvre a été correcte



**DOCUMENT DE STRATEGIE DE CROISSANCE ET DE
REDUCTION DE LA PAUVRETE (DSRP- II)**

**Et
Protection Sociale**

*Elaborer pour la mise en œuvre de la protection sociale
au profit des enfants*

Session de formation organisée par l'UNICEF

Présentation de Mme Fatou Diour Diop
BREDA 22 juillet 2009

INTRODUCTION

- En 2000 les IBW ont incité les pays éligibles à l'initiative PPTe à élaborer un document de politique économique pour la croissance et la réduction de la pauvreté, intitulé DSRP, qui indique les options stratégiques et les documents opérationnels sectoriels ou multisectoriels (CDSMT, Projets, Programmes) en déclinent les modalités d'exécution (responsabilités, indicateurs détaillés, etc)
- Le Sénégal a élaboré son premier DSRP en 2001 pour la période 2003-2005, approuvé par les partenaires et source d'un allègement de la dette multilatérale de 800 000 US\$

INTRODUCTION / JUSTIFICATION

- Un DSRP est, ainsi, une politique économique et sociale qui :
 - détermine à moyen et long terme les objectifs pour la croissance et la réduction de la pauvreté,
 - définit des indicateurs sur l'état de la situation économique et sociale et fixe les objectifs annuels et intermédiaires.
 - Les indicateurs et les objectifs sont justifiés par rapport à l'état de la pauvreté
 - Ils sont conformes aux politiques poursuivies dans la stratégie.

Eléments de contexte de mise en place d'une SNPS

- Dans la mise en œuvre de la 1^{ère} phase du DSRP :
 - d'importants progrès sont enregistrés, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'assainissement,
 - mais également des insuffisances dans la prise en charge des groupes vulnérables ont été identifiées.
- Selon les perceptions des acteurs sociaux, les contraintes enregistrées dans le domaine de la protection sociale sont consécutives à la faiblesse des ressources allouées à des investissements ciblés sur les groupes vulnérables, à la nature multisectorielle des actions et à l'absence d'une perspective intégrée dans la conception et le processus de mise en œuvre de la SRP.
- Avec un tel diagnostic, il est apparu nécessaire d'inscrire la question des groupes vulnérables dans une perspective globale et intégrée de protection sociale et de gestion des risques majeurs.

Eléments de contexte de mise en place d'une SNPS

- Concernant la protection sociale au Sénégal on peut constater l'existence de dispositifs formels de protection sociale, basés sur la couverture des fonctionnaires et autres salariés contre les risques et pour la sécurité sociale (CSS, IPM, IPRES, FNR), les assurances privées, les mutuelles professionnelles complémentaires.
- Ces systèmes formels et non formels, peu performants, ont révélé des limites dans leurs capacités de réponses aux divers besoins de protection sociale et de gestion des risques. Ils sont actuellement sous la contrainte d'une série de défis considérables liés à la nécessité de s'adapter à un monde du travail en mutation, aux bouleversements démographiques des prochaines décennies ainsi qu'aux nouvelles structures socioprofessionnelles et familiales émergentes.

Eléments de contexte de mise en place d'une SNPS

- Par ailleurs, des questions cruciales se posent en matière de protection sociale notamment (i) la confiance dans les systèmes collectifs, (ii) la transparence dans l'affectation des ressources, (iii) l'adaptation de la protection sociale aux évolutions du salariat, (iv) l'accès de tous aux progrès médicaux, (v) les coûts importants de la prise en charge médico-sociale, (vi) l'insuffisance des remboursements.
- La formulation d'une stratégie de protection sociale s'impose donc dans les priorités du pays et le Gouvernement a retenu de faire de cette stratégie l'instrument de mise en œuvre des actions de lutte contre la vulnérabilité dans la stratégie de réduction de la pauvreté pour assurer une cohérence dans ses interventions.

Impacts des risques et chocs sur la vulnérabilité des enfants

- **Les chocs sanitaires** : les répercussions vont au-delà de la qualité de la vie, affectant les revenus, la productivité, la scolarisation et finalement, la croissance économique. La perte de journées de travail se traduit en réduction de salaires et/ou de production des ménages ainsi qu'en perte de production de services (ex : **journées d'enseignement** et autres services essentiels). **Les effets des chocs sanitaires sur la performance scolaire entraînent une diminution de l'apprentissage et peuvent aboutir à l'abandon ou au redoublement.**
- **La mort d'un parent expose les orphelins à un risque considérable de non-scolarisation et d'abandon des classes.**



13

Risques et chocs liés aux déperditions scolaires

- **Les risques pour l'accumulation d'éducation portent sur la non-inscription scolaire, l'abandon en cours d'année ou entre deux années ou l'acquisition insuffisante de compétences de base.** Ces chocs peuvent se traduire en revenus plus faibles de durée de vie, en moindre potentiel de diversification de sources de revenus et en exposition aux risques sanitaires en particulier pour les femmes non-éduquées. Des études internationales ont démontré que les enfants sont plus à risque de ne jamais commencer l'école si leurs parents n'ont pas été scolarisés, transmettant ce type de vulnérabilité d'une génération à l'autre. Les niveaux d'éducation féminine sont directement liés aux indicateurs de santé dû aux manques de connaissances et d'information, dont la connaissance du VIH/Sida, la fécondité et l'utilisation des services de santé.



15

Les situations des enfants diversement affectés

- Les **mauvaises récoltes** des ménages au cours des 10 dernières années ont négativement affecté le nombre d'années de scolarisation susceptibles d'être suivies par les enfants en milieu rural ainsi que leur probabilité d'être diplômés de l'enseignement primaire. Toutefois, les années de **bonnes récoltes** semblent également réduire la probabilité d'inscription, sans doute en raison des demandes de travail familial les années de bonne pluviométrie.
- Les chocs sanitaires affectant les parents ont été toutefois associés à de moindres performances scolaires dans les zones urbaines.



Les risques liés à la malnutrition

- Selon l'enquête de perception de la pauvreté, 25 % des ménages ruraux rapportent avoir souvent ou toujours des difficultés à s'approvisionner en nourriture.
- Selon ESAM II, dans les zones rurales, plus de 43 % des enfants âgés de moins de cinq ans présentent des signes d'arrêt de croissance (indicateur de mauvaise santé ou de mauvaise alimentation chronique), 24 % présentent une insuffisance pondérale et 10 % présentent des signes de rachitisme, en comparaison respectivement de 21%, 12 % et 8 % dans les zones urbaines. Les indicateurs de malnutrition sont plus élevés à Diourbel, Kaolack, Fatick et Tambacounda.
- Selon l'étude MICS 2000, environ 21 % des enfants en milieu rural âgés de moins de cinq ans souffraient de malnutrition modérée ou sévère, en termes de poids et de taille par âge en comparaison de 14 pour cent des enfants en milieu urbain.



14

Les situations des enfants diversement affectés

- La **situation socioéconomique** est inversement proportionnelle à la possibilité d'être diplômé de l'enseignement primaire et au nombre d'années de scolarisation et directement liée aux abandons. La régression de la performance scolaire indique, tant pour les échantillons ruraux qu'urbains, que lorsque **le niveau le plus élevé atteint par le chef de famille est limité au primaire**, il est probable que l'enfant ne suivra que quelques années de scolarisation. **Les chocs en santé de l'enfant** sont inversement proportionnels au nombre d'années d'écoles et aux taux d'abandon élevés. Les chocs sanitaires au niveau des parents ne semblent pas affecter considérablement la scolarisation des enfants en milieu rural.



16

Diverses situations de vulnérabilités chez les enfants

- Au-delà des niveaux généraux de pauvreté, il existe divers groupes de populations particulièrement vulnérables qui proviennent souvent de zones rurales ou sont dans de plus grandes situations de risque du fait qu'ils vivent dans les zones rurales:
- **Orphelins** : 9% des enfants sénégalais âgés de 0 à 14 sont orphelins et 10 % des enfants de 5 à 14 ans sont confiés (non-orphelins mais vivant dans des ménages distincts de celui de leurs parents). Les enfants qui ont perdu leurs deux parents ont six points de pourcentage de moins de probabilité d'être scolarisés à temps plein et les orphelins d'un seul parent 3 points de moins. Les filles, orphelines sont davantage exposées à abandonner leur scolarité.



18

Facteurs liés au milieu

- Son éducation est assurée par la famille élargie, particulièrement après le sevrage; entre 3 et 5-6 ans, le garçon surtout est amené à fréquenter le daara, éloigné de sa famille, où il est parfois confié au marabout;
- Il peut être victime de la non-scolarisation (62% des enfants en milieu rural ne fréquentent pas l'école) ou d'une faible espérance de vie scolaire, les filles en particulier; adolescent, il est victime de l'analphabétisme (77%), qui frappe surtout les filles. Tous ces facteurs sont de nature à compromettre ses possibilités d'insertion économique et sociale, à limiter sa productivité et modifient négativement sa vision du monde;
- La fille, elle, est occupée par les travaux domestiques continus et harassants et le garçon par les travaux champêtres; ces travaux hypothèquent en grande partie leur scolarité. La fille ignore quasiment tous ses droits élémentaires, souvent mariée de façon précoce, dans la plupart des cas, sans son consentement, dans la logique de reproduction sociale des normes traditionnelles;



25

Facteurs liés au milieu

- En ville, la promiscuité est grande dans les familles très souvent nombreuses pour des espaces réduits; ce qui limite considérablement l'espace vital des enfants tout en les exposant à des situations hygiéniques et sanitaires à risques.
- Les conséquences sont que les enfants ont le sentiment d'être livrés à eux-mêmes, coupés de toute référence axiologique explicite, suivie et durable. Certains deviennent des bujiimaan (enfant tirant leurs revenus des poubelles, errant et vivant de la débrouillardise) ou des faqmaan (enfant qui a rompu avec la société), dont la règle est de ne respecter aucune règle, sinon celles édictées par le groupe déviant dont les activités principales sont le vol, le viol, les agressions, le trafic de drogues etc.
- Il résulte du diagnostic de l'analyse de la situation des enfants qu'ils sont en butte à divers problèmes spécifiques qui exigent des solutions adéquates



26

LES CATEGORIES D'ENFANTS VULNERABLES

- Sur la base des risques encourus, les enfants en situation de vulnérabilité sont plus nombreux en milieu rural, néanmoins il existe d'autres types de risques qui guettent tous les enfants, notamment ceux issus de ménages pauvres. Les enfants vulnérables peuvent être classés en plusieurs catégories qui, parfois, se recoupent:
- Les enfants travailleurs représentent 15% de ce groupe d'âge (les aides familiales dans l'agriculture, les apprentis, les orpailleurs, les pêcheurs, les porteurs, les cireurs, jeunes filles domestiques...) Les études du BIT ont montré que les formes intolérables de travail, en raison de leur nature et des conditions dans lesquelles ils s'exercent, peuvent nuire à la santé des enfants, à leur sécurité, à leur éducation, à leur épanouissement et même menacer leur propre existence. La recherche conduite par l'ISRA, auprès des enfants pêcheurs, arrive aux mêmes conclusions.



27

LES CATEGORIES D'ENFANTS VULNERABLES

- La situation des jeunes filles domestiques est aussi préoccupante. L'enquête de ENDA (Jeuda 99) révèle que dès l'âge 6 ans les filles sont engagées dans le travail domestique avec des journées de travail longues (plus de 10 heures) et non conformes aux normes édictées dans les textes et règlements.
- Les enfants talibés sont confiés par leurs parents à un maître coranique qui ne reçoit pas de rémunération en contrepartie. En milieu rural, ils constituent une main d'œuvre dans l'exploitation agricole de leur maître coranique. Quand ce dernier s'installe en ville, ils s'adonnent à la mendicité à son profit et pour assurer leur subsistance. Le temps consacré à la mendicité l'emporte sur celui dédié aux études. Les talibés fugueurs constituent une part importante des enfants de la rue.



28

LES CATEGORIES D'ENFANTS VULNERABLES

- Les enfants mendiants étaient au nombre de 50 000 à 1000 000 en 1992 selon l'UNICEF (Analyse de la situation des femmes et des enfants- Dakar août 1999). On distingue une sous catégorie d'enfants accompagnateurs de mendiants. Ces derniers peuvent être leurs propres parents ou des adultes qui les louent pour accroître leurs chances d'attirer la compassion du public. Dans une étude de Save the Children les enfants interrogés sont en majorité des garçons (96,8%) contre 3,2% des filles. Parmi eux, 47% des mendiants sont de la tranche d'âge 10 - 14 ans, 29,9% ont entre 5 et 9 ans et la tranche d'âge 15 - 17 ans représente 23%. Parmi l'effectif des enfants enquêtés, la fréquentation scolaire est de l'ordre de 16,9%, dont 30,6% continuent de fréquenter l'école. Par ailleurs, 27,4% des mendiants enquêtés ne mangent pas à leur faim, 34,6% d'entre eux consacrent 5 à 7 heures à mendier, 14,6% passent plus de 7 heures à mendier. Une telle situation est de nature à compromettre leurs chances d'aller à l'école et d'accumuler du capital humain pour pouvoir s'insérer sur le marché du travail.



29

LES CATEGORIES D'ENFANTS VULNERABLES

- Les enfants de la rue ou enfants en situation de rupture avec leur famille, constituent environ 1,3% des enfants de 6 à 18 ans. Ils sont plus nombreux à Saint-Louis (3,8%), Kaolack 1,9%; à Dakar, ils représentent 0,7%. Ils proviennent en majorité des régions de Diourbel, Thiès et Saint Louis, mais aussi des pays voisins (Guinée, Mali, Gambie, Mauritanie). Les orphelins ne représentent que 3% de l'effectif, 84% sont de parents divorcés. Les fugues ont souvent pour origine la maltraitance. Ces enfants sont souvent intégrés dans des bandes où la toxicomanie et les violences les guettent. L'enquête sur les enfants de la rue à Thiès et à Mbour (UNICEF, 1999) a montré que leur état nutritionnel et la fatigue physique qu'ils accumulent, engendrent chez eux un fort taux de morbidité et 31,80% d'entre eux s'adonnent à l'usage de la drogue.
- Les enfants en conflit avec la loi : une étude auprès des mineurs incarcérés à Thiès montre que lorsqu'ils commettent des délits, c'est souvent pour pallier une situation de précarité familiale et économique, conjoncturelle ou structurelle;



30

Objectifs et missions de la SNPS

Objectif général:

Celui de la SNPS est l'adoption d'une vision globale, intégrée et concertée de la protection sociale, permettant un meilleur accès des groupes vulnérables aux systèmes de protection sociale et aux mécanismes de prévention des risques majeurs et de gestion des catastrophes

Objectifs spécifiques:

- Renforcer le système formel de sécurité sociale
- Etendre les instruments de protection sociale en faisant passer, le taux de couverture en assurance maladies de 20% à 50 % de la population et en mettant en place un régime de protection sociale qui couvre les risques liés aux calamités pour les ruraux et des régimes qui couvrent les risques pour le secteur informel et artisanal ;

Objectifs et missions de la SNPS

- Atteindre à l'horizon 2015 un taux de vulnérabilité suffisamment faible pour être compatible avec une croissance maîtrisée;
- Intégrer la culture de la prévention et de la gestion des risques et catastrophes à tous les niveaux et en particulier dans les politiques nationales, les plans locaux, les projets et programmes de développement et dans les entreprises;
- Améliorer la capacité de réponse aux chocs et risques pour les groupes vulnérables;
- Assurer l'équité dans la prise en charge des besoins de protection sociale des groupes vulnérables
- Assurer la coordination et l'harmonisation des interventions des différents acteurs (partenaires au développement et humanitaires, du secteur informel, de la société civile et du gouvernement) pour une meilleure Réduction des Risques de Catastrophes.

Dispositif de mise en œuvre et de suivi de la SNPS/GRC



OPERATIONNALISATION DE LA SNPS

L'opérationnalisation de la SNPS devra donner la priorité aux actions suivantes:

- Améliorer l'accès aux Services Sociaux de Base pour les Groupes Vulnérables
- Renforcer les capacités des acteurs à prévenir et à gérer les risques de catastrophes
- Favoriser la mise en place de régimes de protection sociale pour les travailleurs du secteur informel
- Améliorer le ciblage, le suivi et l'évaluation des actions orientées vers les groupes vulnérables
- Renforcer les mécanismes de transfert direct de ressources aux groupes vulnérables.

Mise en œuvre et de suivi de la SNPS/GRC État d'avancement

- Un groupe de travail (3) présidé par le MFSNEFMF est chargé de mettre en œuvre la SNPS
- Le plan de travail de ce groupe 3, étroitement articulé à la matrice des mesures du DSRP est adopté lors de l'atelier de validation les 16 et 17 avril 2008.
- Le comité ad hoc devant prendre en charge les questions spécifiques des indicateurs poursuit ses activités en concertation avec les différents groupes de travail.

Limites et contraintes à la mise en œuvre et de suivi de la SNPS/GRC

- Priorités non inscrites dans le schéma de financement prioritaires
- Retard dans la formulation des programmes
- Absence de porteurs clés
- Faible appropriation par les ministères clés
- Instabilité institutionnelle
- Caractère multisectoriel par rapport à l'approche ministérielle/sectoriel
- Absence de dispositif fonctionnel de coordination et de suivi budgétaire

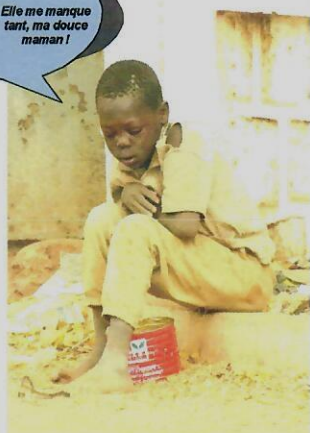
CONCLUSION / Perspectives

- Assurer une bonne prise en compte dans le processus budgétaire des programmes de PS et GRC;
- Assurer le suivi multisectoriel et les évaluations concertées pour rendre compte des progrès en matière de protection sociale dans le cadre du DSRP2, du CSRP entre autres.
- Renforcer les capacités institutionnelles des acteurs nationaux;

CONCLUSION / Perspectives

- Pour le financement saisir l'opportunité de l'existence de ressources d'engagements nouveaux non encore affectés de bailleurs (Banque Mondiale, BOAD, France, BID, Japon, BAD, Système des Nations Unies, Canada) pour le financement du DSRP. Ces ressources d'un montant de 576,035 milliards de FCFA doivent être affectées à des projets et programmes dont l'identification et la préparation s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Actions Prioritaires (PAP) du DSRP II et des cadres de coopération de nos partenaires au développement.
- Il conviendra d'accélérer la préparation de ces projets et programmes grâce notamment à l'instruction diligente des requêtes de financement soumises aux partenaires et à la formulation par les Ministères Techniques de projets et programmes bancables.

Elle me manque
tant, ma douce
maman !



QUID?

Que devons nous faire ?

**Unir nos forces
pour**

Informier éduquer sensibiliser
et... lutter contre des lobbies
pour ne plus ne plus voir la
Détresse d'être innocents!

*Si jeune et déjà si
malheureux?*

JOURNEE D'INFORMATION ET DE PLAIDOYER SUR LA PROTECTION SOCIALE A L'INTENTION DE LA SOCIETE CIVILE

BREDA/UNESCO, le 22 juillet 2009

AGENDA

09H00 : INSTALLATION /FILM

09H30 : CEREMONIE D'OUVERTURE

- UNICEF
- Ministère de la Famille, de la Sécurité Alimentaire, de l'Entreprenariat Féminin, de la Microfinance et de la Petite Enfance (Cellule de Suivi Opérationnel)

10H00 : PANEL

- La Stratégie nationale de Protection Sociale par **Madame Fatou Diouf, Experte Suivi DSRP - Cellule d'Appui aux Projets et Programmes (CAP) – Ministère de l'Economie et des Finances**
- Programme de Protection Sociale des Enfants par le **Dr. Mohamed Azzedine Salah, Adjoint au Représentant UNICEF**
- Exemple d'un programme de cash transfert : les Enfants de la Rue de Guédiawaye par **Manolo Cabran, UNICEF Sénégal**
- Rôle de la Société Civile, par **Monsieur Momar Talla KANE, Président du CONGAD**
- Utilisation des Nouvelles Technologies par **Monsieur Daniel ANNEROSE, Directeur Général de Manobi**

11H45 : Thème du Débat : « Quelle contribution de la Société Civile dans la mise en œuvre du programme de Protection Sociale des enfants au Sénégal ? »

14H00 : Clôture et Déjeuner